

Quoi de neuf Outre-Rhin ?

Une sélection de
l'actualité allemande

Du 13 au 19 février 2025

Du 14 au 16 février avait lieu la 61^{ème} Conférence de Munich sur la sécurité (MSC), qui a réuni plus d'une soixantaine de chefs d'État et de gouvernement, ainsi qu'une centaine de ministres. Cette édition a été marquée par la multiplication de déclarations controversées sur la démocratie et l'extrême droite du vice-président américain J.D. Vance. Plutôt que d'aborder en profondeur la question de l'Ukraine, il a critiqué le recul supposé de la liberté d'expression en Europe et dénoncé le traitement réservé aux partis d'extrême droite, notamment en Allemagne et en Roumanie. Son discours, dans lequel il conteste le principe du « cordon sanitaire » empêchant l'*AfD* d'accéder au pouvoir, a particulièrement choqué Berlin. Le chef de la *CDU*, Friedrich Merz, a fermement condamné cette ingérence, estimant que le retour de Trump et les premières prises de position de son cabinet sur la scène internationale pourraient, d'ici trois ans, transformer le « tournant » de 2022 en une rupture des relations entre l'Europe et les États-Unis. En parallèle, Vance a rencontré Alice Weidel, candidate de l'*AfD*, ce qui a renforcé le malaise des dirigeants européens. Face aux menaces croissantes d'une diminution du soutien américain, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, propose d'activer une clause dérogatoire des règles européennes, permettant temporairement aux États membres de dépasser les plafonds de dette et de déficit, afin de leur permettre d'investir significativement dans la défense. Le Conseil de l'UE doit encore examiner cette proposition, la date d'activation de cette clause reste donc incertaine.

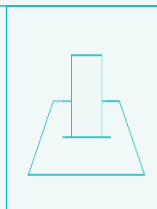
À une semaine des élections législatives, les quatre candidats à la chancellerie se sont affrontés dans un débat télévisé, dimanche 16 février. L'émission, baptisée « TV-Quadrell » et diffusée par RTL, réunissait Olaf Scholz (*SPD*), Friedrich Merz (*CDU*), Robert Habeck (Les Verts) et, pour la première fois dans un tel format, Alice Weidel (*AfD*). Les débats ont été marqués, entre autres, par le rejet formel de toute coopération avec l'*AfD*, Scholz et Merz qualifiant tous deux le parti de droite radicale. Weidel a estimé quant à elle que ces attaques étaient une insulte aux millions d'électeurs de son parti. La récente conférence sur la sécurité de Munich n'a pas manqué d'être évoquée non plus, notamment les propos de J.D. Vance. Weidel a évoqué le président américain Trump comme le leader idéal pour rétablir la paix, tandis qu'Habeck a insisté sur l'importance de ne pas se soumettre aux diktats américains. Au cours des 120 minutes de débat, les participants ont aussi discuté politique économique, fiscale et énergétique. Merz a accusé Habeck et Scholz d'avoir conduit l'Allemagne vers une récession et a cité la loi sur la chaîne d'approvisionnement et l'arrêt des centrales nucléaires comme exemples de leurs décisions nuisibles à l'économie. Pour sortir de la crise, Merz a plaidé pour une réduction des impôts des entreprises et une simplification administrative, qualifiant la bureaucratie de « monstre à maîtriser ». Merz a également rejeté la réforme du frein à l'endettement proposée par Scholz, affirmant qu'il fallait privilégier une croissance économique durable plutôt que des dépenses publiques accrues.

Un attentat à Munich a fait deux morts et plusieurs blessés jeudi 13 février. Un ressortissant afghan de 24 ans a percuté des manifestants avec son véhicule, entraînant le décès d'une fillette de deux ans et de sa mère. Les circonstances et les motivations de cette attaque restent à déterminer. L'attentat, perpétré par un auteur présumé sans antécédents judiciaires et titulaire d'un permis de séjour et de travail, a relancé le débat sur les expulsions vers l'Afghanistan. Lamy Kaddor, porte-parole pour les affaires intérieures du groupe parlementaire des Verts au Bundestag, a exprimé son désaccord avec la proposition du ministre-président bavarois, Markus Söder (CSU), d'entamer des négociations immédiates avec les talibans concernant lesdites expulsions.

L'Allemagne rend hommage aux victimes de l'attentat de Hanau, survenu il y a cinq ans, le 19 février 2020. Un extrémiste de droite avait alors tué neuf personnes, avant de tuer sa mère et de se suicider. L'attaque, qui avait choqué l'Allemagne, avait été classée comme un acte de terrorisme par le ministère fédéral de l'Intérieur. Même si l'assaillant n'appartenait à aucun groupe extrémiste organisé, ses idées étaient liées à la montée de l'extrême droite. Le président allemand, Frank-Walter Steinmeier, devrait prendre la parole lors de la commémoration centrale à Hanau avec pour slogan « Commémorer ensemble - pour la cohésion et l'avenir ». Le ministre-président du Land de Hesse, Boris Rhein (CDU), prononcera le discours de bienvenue, tandis que le maire de Hanau, Claus Kaminsky (SPD), clôturera la cérémonie. Les commémorations de 2025 mettent en lumière l'importance de lutter contre la haine et la radicalisation.

De nombreuses grèves sont à prévoir dans les transports en commun en Allemagne, notamment à Berlin et en Mecklembourg-Poméranie-Occidentale en fin de semaine. La grève débutera jeudi 20 février à 3 heures du matin et durera 48 heures, affectant tous les réseaux de bus, métros et tramways. Ces grèves sont organisées par le syndicat Verdi, qui revendique de meilleures conditions salariales pour les employés du service public. Verdi envisage d'intensifier les actions en cas d'absence d'accord avec les employeurs, avec la possibilité d'étendre la grève à l'échelle nationale. Ces nouvelles grèves s'ajoutent à un mouvement plus large qui a déjà touché d'autres villes comme Dortmund, Leverkusen, Essen et Bonn, ainsi que l'aéroport de Hambourg, bien que sans conséquences majeures pour les passagers.

PARLEMENT, PARTIS & PERSONNES



L'ancien ministre de l'Intérieur **Gerhart Baum**, figure emblématique de la politique allemande, est décédé à l'âge de 92 ans. Baum, qui a représenté l'aile sociale-libérale du parti libéral allemand *FDP*, s'est distingué comme l'un des hommes politiques les plus influents de son temps. Il s'est engagé avec détermination pour les droits des citoyens et la promotion de la liberté. De 1978 à 1982, il a occupé le poste de ministre fédéral de l'Intérieur sous la direction du chancelier Helmut Schmidt, et a poursuivi son engagement en faveur des droits des citoyens et des libertés jusqu'à un âge avancé. Récemment, Baum avait exprimé de vives préoccupations concernant l'extrémisme de droite et l'ascension de l'*AfD*. Il décrivait cette menace comme la plus significative pour la démocratie allemande depuis 1945.

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE



59,2 millions

Dimanche 23 février 2025, **59,2 millions** d'électeurs allemands, dont 30,6 millions de femmes et 28,6 millions d'hommes, seront appelés aux urnes, ce chiffre comprenant aussi ceux résidant à l'étranger. Selon les estimations de l'Office fédéral des statistiques, ce chiffre est en baisse par rapport aux 61,2 millions de votants en 2021. Cette fois-ci, environ 2,3 millions (3,9 %) de primo-électeurs pourront participer au scrutin. Selon la loi électorale fédérale, le droit de vote est accordé aux citoyens allemands âgés d'au moins 18 ans, résidant en Allemagne depuis au moins trois mois de manière continue et n'ayant pas été condamné pour des délits.